

Non à l'initiative pour l'autodétermination

Pourquoi l'initiative nuit à l'industrie

Comment vous pouvez vous engager

Votation le 25.11.2018



« Je m'engage contre l'initiative pour l'autodétermination, car elle mène la Suisse à l'isolation. »

Rolf Sonderegger,  
CEO Kistler Gruppe

## LA SUISSE DOIT RESTER FIABLE

Chaque enfant de notre pays l'apprend déjà au jardin d'enfants : on tient ses promesses. L'UDC veut rompre avec cette évidence.

On ne conclut pas de nouveaux accords avec celui qui ne tient ni ses promesses ni ses engagements. Avec l'initiative pour l'autodétermination (IAD), la Suisse ne gagne pas en souveraineté, mais elle perd en fiabilité et menace de s'isoler.

Avec l'IAD, les accords internationaux conclus par la Suisse devraient être soumis à une réserve permanente. Un accord peut ainsi brusquement perdre sa validité uniquement pour des raisons de politique intérieure. Quel État partenaire voudrait encore conclure des accords avec la Suisse dans de telles conditions ?

La Suisse romprait ainsi radicalement avec la manière dont elle a jusqu'ici respecté ses obligations internationales. Seraient concernés, selon une étude, plus de 600 accords économiques ouvrant et garantissant l'accès à nos principaux marchés. Cela crée une incertitude juridique et affaiblit la position du pays comme de l'économie.

C'est pourquoi Swissmem dit non à l'initiative pour l'autodétermination.

## DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'UDC a déposé en 2016 l'initiative populaire « Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination) ». Avec cette initiative, le droit suisse devra en principe à l'avenir avoir la priorité par rapport au droit international public. N'en sont exceptées que des dispositions impératives du droit international public.

Les auteurs de l'initiative veulent ancrer dans la Constitution la priorité du droit suisse par rapport au droit international public. Ils veulent par ailleurs obliger la politique à adapter des accords internationaux contraires à la Constitution et, si nécessaire, à les dénoncer.

De plus, le Tribunal fédéral et les autres autorités juridiques devraient à l'avenir ignorer les accords internationaux non soumis au référendum – dans la mesure où ils sont contraires à la Constitution.

L'UDC espère ainsi un gain en souveraineté.

## Non à l'initiative pour l'autodétermination

L'industrie suisse rejette l'initiative pour l'autodétermination. Vous aussi, engagez-vous pour un non le 25 novembre 2018.



« L'initiative pour l'autodétermination compromet l'accès à nos débouchés. C'est pourquoi je dis non. »

Anne-Sophie Spérisen,  
CEO SOLO Swiss SA

## ENGAGEZ-VOUS ...

Swissmem s'engage avec une large alliance d'associations, d'organisations et de partis contre l'initiative pour l'autodétermination (IAD). De nombreux chefs et cheffes d'entreprises parmi nos membres luttent également contre cette initiative. Votre soutien aussi est important :

## ... PERSONNELLEMENT

Parlez dans votre environnement de la signification de l'IAD pour votre entreprise. Montrez pourquoi l'industrie a besoin de relations internationales fiables. Recourez aussi à vos propres canaux de communication (par exemple médias sociaux) pour attirer l'attention sur votre point de vue.

## ... DANS L'ENTREPRISE

Thématisez l'initiative au niveau de votre direction. De quelle façon une communication vis-à-vis de vos collaborateurs est-elle possible pour vous et adéquate ? Nous vous soutiendrons volontiers par une communication sur mesure.

## ARGUMENTS CONTRE L'INITIATIVE POUR L'AUTODÉTERMINATION

- L'initiative pour l'autodétermination déstabilise l'économie parce qu'elle met en danger des accords internationaux importants assurant l'accès à nos marchés.
- L'initiative pour l'autodétermination remet en cause la façon dont la Suisse a jusqu'à maintenant traité les accords avec d'autres pays. La solution actuelle, s'orientant en fonction des faits, a fait ses preuves.
- La Suisse respecte les accords. C'est avec cette évidence que l'UDC veut rompre. Cela contredit fondamentalement notre tradition et les valeurs suisses.
- Le gain en souveraineté promis se révèle être une isolation dont nous serions coupables, car la Suisse perdrait sa fiabilité et son attractivité en tant que partenaire international.

## Nous soutenons votre engagement

Swissmem vous aide volontiers dans votre campagne. Adressez-vous à notre responsable de la campagne **Dominique Zygmunt** 044 384 48 65, d.zygmunt@swissmem.ch



## « NE PAS SCIER LA BRANCHE SUR LAQUELLE NOUS SOMMES ASSIS »

### Brève interview avec François Gabella, membre du conseil d'administration de LEM International SA

Les effets de l'IAD sur l'industrie ne sont pas reconnaissables au premier coup d'œil. Que signifierait une acceptation pour votre entreprise ?

Il s'agit avec cette initiative d'une question fondamentale. J'ai des soucis si la Suisse n'est plus perçue en tant que partenaire fiable dans le monde. Où irions-nous si nous agissions de la même manière dans l'entreprise ? Ce serait comme si, en modifiant un quelconque règlement interne, nous pouvions déclarer non valable un contrat qui nous dérange. Nous avons besoin en lieu et place d'un cadre juridique auquel nos partenaires et nous-mêmes pouvons nous fier.

Dans quelle mesure craignez-vous qu'en raison de l'IAD on pourrait en arriver à une détérioration de l'accès aux marchés étrangers ?

L'IAD soumet à une réserve permanente les accords garantissant l'accès aux principaux marchés. C'est du poison pour la sécurité juridique, la fiabilité et la stabilité de la Suisse. Nous ne saurions plus combien de temps un accord de libre-échange déterminé serait encore valable. Il serait difficile pour nous, dans de telles conditions, de prendre des décisions d'investissement dans le monde entier. En tant que pays, la Suisse vit de plus de ses exportations. Nous ne devrions pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

Comment vous engagez-vous contre ce projet ?

Je considère comme ma responsabilité en tant que chef d'entreprise de m'exprimer aussi sur des demandes publiques ayant des effets sur l'entreprise, les emplois et l'économie. Dans notre entreprise, nous discutons au niveau de la direction de ce que nous pouvons faire. Cela est différent de projet en projet. Mais dans le cas présent, nous nous exprimerons certainement.



François Gabella est le nouveau vice-président de Swissmem

## Où trouvez-vous du matériel pour la campagne ?

Sur la page Internet de Swissmem sur la politique européenne, vous trouverez toutes les informations, un volumineux matériel pour la campagne ainsi que des contributions actuelles sur l'initiative pour l'autodétermination : [swissmem-europe.ch](http://swissmem-europe.ch)

# CONSÉQUENCES ÉTENDUES D'UN OUI

600

L'initiative concerne plus de 600 accords économiques. En font partie des accords de libre-échange commercial, de protection des investissements ou de double imposition, des accords dans le cadre de l'OMC, des contrats pour l'aviation civile, les marchés publics, la protection de la propriété intellectuelle ou des prestations d'assurance transfrontalières.

## Accords bilatéraux

L'IAD pourrait provoquer une pression pour la renégociation, voire la dénonciation des accords bilatéraux. Il existe en effet une zone conflictuelle entre les bilatérales et la Constitution, par exemple entre l'accord sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route et l'article sur la protection des Alpes. Cela est aussi valable pour les accords de libre-échange commerciaux.

## CEDH

Il est à craindre que la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) doive être résiliée. Cela limiterait aussi les possibilités de plainte pour les entreprises. Pour la Suisse humanitaire, ce serait un aveu de faiblesse.

# LES CHEFS D'ENTREPRISES SONT CONTRE L'INITIATIVE POUR L'AUTODÉTERMINATION

Peter Fischer s'engage par conviction contre l'IAD. Dans ce nouveau film, le président du conseil d'administration de Fischer Reinach AG explique pourquoi il dit non.



Toutes les informations sur la politique européenne : [swissmem-europe.ch](http://swissmem-europe.ch)

## Toujours bien informé

La prochaine édition du Rapport Europe paraîtra en hiver 2018 / 2019.

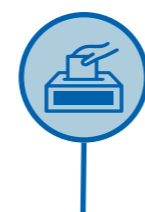
# QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES ?



Automne 2018

## OÙ EN EST L'ACCORD-CADRE ?

La Suisse négocie intensément avec l'UE sur un accord-cadre pour l'accès au marché intérieur européen. Si une solution n'est pas trouvée jusqu'après l'été, le projet passera alors au Parlement. Swissmem voit des avantages dans les domaines sécurité juridique et accès au marché.



25 novembre 2018

## VOTATION SUR L'INITIATIVE POUR L'AUTODÉTERMINATION

Le peuple se prononce sur la demande de l'UDC. Swissmem a décidé de recommander le non. Le scrutin sera déterminant pour d'autres scrutins de politique européenne : la Suisse restera-t-elle sur la voie bilatérale, ou se détournera-t-elle de l'Europe ?



Premier semestre 2019

## RÉFÉRENDUM CONTRE LA DIRECTIVE SUR LES ARMES

Avec la reprise de la nouvelle directive sur les armes, la Suisse pourrait rester dans l'espace Schengen. Du côté des conservateurs, cette étape est combattue par un référendum. Si celui-ci était accepté, la Suisse devrait renforcer ses dispositions sur les voyages en tant qu'État non membre de Schengen, ce qui n'est pas dans l'intérêt de l'industrie d'exportation.

2018

2019

23 septembre 2018

## VOTATION SUR LES INITIATIVES ALIMENTAIRES

Avec l'initiative pour des aliments équitables et l'initiative pour la souveraineté alimentaire, deux projets problématiques sont soumis à votation. Ils gravent dans le marbre le protectionnisme dans le domaine de l'agriculture et s'attaquent directement au libre-échange. En combinaison avec l'IAD, il en résulte des questions non résolues. L'industrie rejette ces deux projets.

29 mars 2019, 23h

## LE BREXIT SANS PORTE DE SORTIE

Le Royaume-Uni sort de l'Union européenne. Les réglementations actuelles seront maintenues pendant une période transitoire de deux ans. Swissmem s'engage pour qu'avec la Grande-Bretagne soit négociée une solution de rapprochement la plus proche possible des accords bilatéraux.

Été 2019

## L'INITIATIVE DE RÉSILIATION EST DÉPOSÉE

Au plus tard à l'expiration du délai pour récolter des signatures, l'UDC déposera son initiative pour la résiliation de la libre circulation des personnes (initiative populaire « Pour une immigration modérée – Initiative de limitation »). Le Conseil fédéral et le Parlement débattront d'abord de cette proposition, puis le peuple pourra se prononcer probablement en 2020.

# UN ÂPRE COMBAT EN VUE DU SCRUTIN

Les débats sur l'IAD sont marqués par les déclarations les plus différentes relatives au droit international public et au projet. Nous corrigeons ici certaines affirmations.

## « Le droit international public n'a pas d'importance pour la Suisse. »

En tant que petit État, la Suisse s'est engagée depuis toujours pour le droit international public en tant que meilleur garant de la stabilité et du bien-être. L'économie a un grand intérêt au réseautage international de la Suisse avec les marchés les plus importants ainsi qu'à un cadre juridique stable pour réglementer les relations internationales. Grâce à un grand nombre d'accords internationaux impératifs, la Suisse peut défendre ses intérêts avec succès et exiger de ses partenaires contractuels le respect de leurs obligations.

## « Avec l'IAD, nous empêchons que des juges étrangers aient leur mot à dire. »

L'IAD entend mettre en place un ordonnancement rigide du droit et éliminer un système qui a fait ses preuves. Des conflits entre les deux systèmes juridiques sont rares. Dans de tels cas, il est cependant évident que les tribunaux et l'administration doivent disposer d'une certaine marge de manœuvre pour pouvoir décider de cas en cas et concrètement. Cette solution tenant compte des faits a fait ses preuves.

L'IAD s'en prend directement à ces réalisations sans offrir une plus-value politique réelle. Le gain en souveraineté est un gain illusoire parce que cette voie conduit à l'isolement – et non à davantage de possibilité d'agir.

## « Avec l'IAD, le peuple a enfin à nouveau le dernier mot. »

En tant qu'État souverain, la Suisse conclut des accords internationaux de son plein gré, car nous en tirons des avantages. Aujourd'hui déjà, le peuple a la possibilité de se prononcer sur des accords internationaux soumis au référendum. Si certains accords ne conviennent pas à l'UDC, qu'elle en demande la dénonciation au lieu de renverser radicalement tout le système par une initiative populaire.

## Résumé : pourquoi disons-nous non à l'initiative pour l'autodétermination (IAD) ?

→ L'IAD est nuisible. Elle déstabilise l'économie parce qu'elle met en péril les contrats qui garantissent l'accès aux marchés clés.

→ L'IAD est radicale. Elle inverse la manière dont la Suisse a jusqu'ici négocié des traités avec d'autres pays.

→ L'IAD est hypocrite. Le gain de souveraineté promis se révèle être un isolement auto-infligé.

## Commander le Rapport Europe

Aimeriez-vous commander d'autres exemplaires de ce Rapport Europe, par exemple pour le distribuer dans votre entreprise ? Commandez gratuitement d'autres exemplaires ici : [swissmem-europe.ch/materiel](http://swissmem-europe.ch/materiel)